

FAITS SAILLANTS DE LA RÉUNION DU CONSEIL DES COMMISSAIRES TENUE À UMIUJAQ, DU 23 AU 25 OCTOBRE 2018

Le Conseil des commissaires rappelle la nécessité de créer un Office de la langue au Nunavik pour superviser et soutenir l'amélioration et la transmission de l'inuktitut.

Le 23 octobre, Eyuka Pinguatuq a donné une formation d'une journée aux commissaires pour leur offrir une expérience pratique du contenu habituellement fourni aux enseignants inuits qui suivent le cours intermédiaire d'inuktitut dans le cadre du programme de certification en enseignement proposé en partenariat avec l'université McGill.

La formation s'est terminée par un échange sur la transmission et la préservation de l'inuktitut au cours duquel les commissaires ont insisté sur les points suivants :

- Importance d'élaborer et de proposer des cours d'inuktitut aux élèves de langue seconde (inuits et non inuits);
- Besoin de mettre en place un Office de la langue pour mettre en place des normes linguistiques de grande qualité et élaborer une nouvelle terminologie;
- En lien avec les travaux entrepris en 2014 sous la direction du groupe de travail « Atausiq Inuktitut Titirauisq » de l'Inuit Tapiriit Kanatami, le Nunavik doit être informé des progrès réalisés dans la mise en œuvre d'un système normalisé d'écriture en inuktitut.

Le Conseil des commissaires a examiné et approuvé le rapport du vérificateur indépendant sur les états financiers de la commission scolaire.

La commission scolaire a accumulé cette année encore un excédent budgétaire. Quoique comparable à celui de l'année dernière, cet excédent est légèrement inférieur en raison des augmentations de salaires et des avantages versés aux employés en vertu de la convention collective 2015-2020 signée à la fin de la dernière année scolaire.

Comme annoncé en juin, la commission scolaire poursuit la mise en place d'un système qui permettra aux commissaires, aux gestionnaires et aux administrateurs des écoles d'avoir accès en temps réel à des données pour étayer la prise de décision à tous les échelons de l'organisme.

Le service des Opérations scolaires a confirmé que le système de gestion de données DASH est actuellement mis en place dans les bureaux de Kuujjuaq avec la collaboration du service des Technologies de l'information. Ce système sera aussi installé dans les écoles de Kuujjuaq, Kangiqsualujjuaq et Kangirsuk.

La première phase de la mise en œuvre permettra de procéder à des rajustements et à du dépannage. La commissions scolaire souhaite que le système DASH soit bien en place à la fin de l'année scolaire. DASH permettra aux administrateurs des écoles de saisir les données scolaires et d'y avoir immédiatement accès sans avoir à se fier à un accès Internet.

Le gouvernement de la Première Nation Whapmagoostui a invité la commission scolaire à participer à une étude de faisabilité visant la construction et la gestion conjointes d'un centre d'apprentissage destiné à être utilisé par les Cris et par les Inuits. Les commissaires ont demandé un peu plus de temps pour consulter la communauté et analyser la proposition avant de s'engager dans ce projet.

Les commissaires ont reçu John Shem, chef adjoint du gouvernement de la Première Nation Whapmagoostui. Ils ont exprimé leur intérêt envers le projet présenté, mais ont indiqué qu'il serait important de consulter leur clientèle avant d'affecter des ressources à la réalisation d'une étude de faisabilité.

La présentation de M. Shem portait notamment sur les points suivants :

- Survol des objectifs de l'étude de faisabilité, de ses livrables et des coûts connexes;
- Structure de gouvernance proposée pour le centre d'apprentissage afin de s'assurer d'une gestion conjointe par les Cris et les Inuits ainsi que de la participation active de la communauté;
- Mandat éducatif proposé pour le centre d'apprentissage, fondé sur des cours et des pratiques pédagogiques visant à favoriser la responsabilité sociale ainsi que la préservation de la culture et de la langue.

Après d'importants délais, le ministère de l'Éducation du Québec a finalement approuvé tous les projets de construction demandés par la commission scolaire entre 2014 et 2017. Les commissaires ont examiné de nouveau les besoins en infrastructures pour approuver un plan quinquennal visant à répondre aux priorités apparues au cours des trois dernières années.

Le plan quinquennal a été remis au ministère de l'Éducation à des fins d'examen et d'approbation.

Dans sa version actuelle, le plan comprend un certain nombre d'agrandissements d'école (Akulivik, Quaqlaq, Tasiujaq, Kangiqsujaq, Kuujjuaraapik, Puvirnituaq et Kuujjuaq), des garages chauffés pour les autobus et l'agrandissement des bureaux de la commission scolaire à Kuujjuaq ainsi que la construction de logements pour le personnel dans de nombreuses communautés.

Les cours de formation des maîtres font l'objet d'une analyse et d'une évaluation pour s'assurer qu'ils répondent aux besoins changeants des enseignants du Nunavik. Pendant ce processus d'évaluation, l'UQAT continuera d'offrir des cours tandis que les cours proposés par l'université McGill feront une pause jusqu'à ce qu'un coordonnateur de la formation des maîtres soit embauché par la commission scolaire.

Le programme de formation des maîtres au Nunavik est actuellement offert en collaboration avec l'université McGill et l'UQAT.

Le partenariat entre la commission scolaire et l'université McGill célébrera cette année ses 40 ans. Dans les communautés de Puvirnituaq et d'Ivujivik, l'UQAT offre des cours depuis maintenant 30 ans.

Ces deux universités ont formé et soutenu avec succès des éducateurs du Nunavik. Au cours des dernières années cependant, on a soulevé des préoccupations quant à la durée nécessaire d'obtention de la certification pour les enseignants.

En outre, une évaluation initiale a révélé que les certificats décernés dans le cadre des partenariats avec McGill et l'UQAT n'étaient pas reconnus en dehors de la juridiction de la commission scolaire, ce qui limite la mobilité professionnelle des enseignants inuits qui détiennent ces certificats.

Dans le but d'offrir les meilleurs programmes de formation possible à leurs enseignants, le conseil des commissaires a ordonné au début de 2018 une évaluation du programme de formation des maîtres.

Les commissaires souhaiteraient avoir plus d'information sur les conséquences de la consommation de cannabis et insistent sur l'importance de sensibiliser les jeunes à cet égard.

Sarah Aloupa, commissaire de Quaqtac, représente la commission scolaire à un comité mixte sur la légalisation du cannabis. Une première rencontre a eu lieu, mais jusqu'à maintenant, la question d'une campagne de sensibilisation régionale n'a pas été abordée.

Les commissaires expriment leur soutien pour la réunion d'urgence sur la « crise du suicide » au Nunavik, convoquée par la commission scolaire. réunion d'urgence sur la « crise du suicide » au Nunavik a réuni 75 intervenants. Elle a établi une dynamique en inspirant les participants à collaborer à l'échelle locale pour améliorer les services ainsi que le réseau de sécurité offerts aux jeunes.

La réunion d'urgence a eu lieu une semaine après la séance du conseil des commissaires, les 30 et 31 octobre derniers à Kuujuaq.

Elle a réuni 75 intervenants a inspiré les participants à collaborer à l'échelle locale pour améliorer les services ainsi que le réseau de sécurité offerts aux jeunes.

Les agences gouvernementales suivantes y avaient délégué des représentants : ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Éducation, Bureau du coroner et *Secrétariat aux affaires autochtones*.

Les grandes conclusions de cette rencontre n'ont pas encore été diffusées aux participants.

Préoccupés par l'intimidation, les commissaires ont encouragé les écoles à recruter des surveillants pour les autobus scolaires. Ils ont aussi reconnu les mesures mises en place par les écoles pour réduire les fermetures récurrentes de classes et le manque d'enseignants.

Les services des Opérations scolaires et des Ressources humaines ont fait le point sur la pénurie d'enseignants. À la mi-octobre, 14 postes d'enseignement en langue seconde ainsi que 15 postes d'enseignants en inuktitut et en culture étaient vacants.

Certaines écoles ont réussi à recruter des enseignants ainsi que des stagiaires sans expérience dans le domaine de l'enseignement. En coopération avec les Services éducatifs, les Opérations scolaires ont établi un

système de recommandation qui permet à ces enseignants d'avoir rapidement accès au soutien de conseillers pédagogiques.

Les administrations scolaires ont recours à plusieurs solutions pour pallier à la pénurie d'enseignants. Celles-ci incluent : l'embauche de remplaçants à l'échelle locale dans la mesure du possible, la fusion de classes et la maximisation de l'utilisation des heures-enseignants et le travail en coopération avec la Fondation Guérin-Lajoie afin de former et soutenir les remplaçants qui sont embauchés dans les villages.

Depuis le mois d'août, les écoles ont accès à des fonds pour embaucher des surveillants pour les autobus scolaires et certaines d'entre elles y ont déjà fait appel. La présence de surveillants dans les autobus scolaire peut avoir un effet positif dans la lutte contre l'intimidation.

Les commissaires ont exprimé des préoccupations quant au manque de participation des comités d'éducation et à l'absence de pouvoir décisionnel dans l'embauche d'enseignants. À cet égard, les commissaires ont demandé un examen des procédures liées aux comités d'éducation afin d'en éclaircir le rôle en lien avec le processus d'embauche.